

Les casernes du centre de Tours

Casernes

Deux ou trois choses
que nous savons d'elles

Tome 1
Les casernes en histoires

Étude socio-historique
Février 2009

Les casernes en histoires

LES CASERNES EN HISTOIRES

Un bref historique de la construction des casernes permet de bien comprendre la place qu'elles occupent dans l'environnement urbain et surtout l'importance qu'elles revêtent en matière d'histoire politique et urbaine.

L'époque du maréchal et des petites casernes (avant 1870)

Avant de devenir le siège d'une importante garnison militaire après la guerre de 1870, il existait trois casernes dans la ville de Tours, occupées par deux régiments d'infanterie et un régiment de cavalerie. Elles étaient situées entre la Loire et les boulevards Béranger et Heurteloup. De ces casernes il ne reste aujourd'hui pratiquement rien. Rappelons à l'occasion qu'avant le XIXe siècle, les soldats lorsqu'ils n'étaient pas en campagne logeaient la plupart du temps chez l'habitant. Sous la monarchie, les régiments étaient levés par des gentilshommes en fonction des besoins dus à la guerre et rares étaient les casernements.

Une première caserne, la caserne Meunier, éponyme d'un général de la Révolution se situait dans l'actuel château de Tours. Elle existait depuis 1729 et subit des travaux en 1829 qui firent d'elle une véritable caserne. Une deuxième, la caserne Marescot avait pris place dans l'ancien couvent des Recollets, devenu aujourd'hui les logements sociaux de la rue Delperier, et une dernière enfin avait été édifiée à côté du champ de Mars (actuellement quartier Lassalle et lycée Albert Bayet). La caserne Lassalle, accueillit un régiment de cavalerie, puis devint le terrain d'évolution du 501ème régiment de chars.

Pour chacune de ces casernes, l'Etat eut systématiquement recours à des financements extérieurs pour leur construction. Ainsi, l'Empereur Napoléon fit-il don en 1810 du château de Tours et des terrains à la municipalité, qui les mit à disposition de l'Etat quelques années plus tard pour bâtir la caserne Meunier. Ce fait sera vérifié lors des négociations pour l'installation des casernes après 1870, mais nous reviendrons sur ce point plus en détails.

Sous le second Empire, la ville de Tours devint un centre militaire important, en 1858, l'Etat acheta l'ancien couvent des Minimes (actuelle rue des Minimes) pour y installer l'Hôtel du Grand Commandement, siège du cinquième corps d'armée, à la tête duquel se trouvait le maréchal Baraguey d'Hilliers (1795-1878), qui donnera son nom à la première caserne construite après le conflit de 1870.

Le projet avorté de l'école d'artillerie (1871-1874)

La défaite face à la Prusse entraîna de fait une restructuration des armées. Le ministère de l'armée fit parvenir une proposition d'installation d'une école d'artillerie, ainsi que de plusieurs régiments d'artillerie à la ville de Tours dès 1871. Cette dernière, très intéressée, s'empressa d'entamer les négociations pour le terrain et proposa d'investir jusqu'à 800.000 francs, le conseil général participant à hauteur de 150.000 francs. Ces investissements devaient être accompagnés de l'achat des terrains par la ville. Après une promesse écrite du ministère, la ville commença la prospection des terrains, les lieux-dits du Morier et du Petit-Beaumont furent proposés (le prix d'achat proposé par la ville était de 1,50 franc par m²).

En 1873, suite à un changement de gouvernement, le nouveau ministre de la guerre (Général du Barail 1820-1902) revint sur la décision du ministère et remplaça le projet d'école d'artillerie par l'installation de plusieurs autres régiments. Flouée, la ville n'oublia pas l'investissement avorté dans lequel elle s'était lancée suite à une promesse non tenue par le ministère. Les terrains du Morier furent tout de même achetés au prix de quelques expropriations financées par le ministère, afin qu'il y fût bâtie une caserne accueillant les nouveaux régiments.

Les quartiers Baraguey d'Hilliers et Rannes (1874-1877)

La première pierre de la caserne Baraguey d'Hilliers (caserne du Grand Morier pendant quelques années) fut posée le 4 mai 1874 par le maréchal Mac Mahon alors président sous la III^e République. Le quartier Rannes, qui n'obtint ce nom qu'en 1887, fut achevé en 1877 et accueillit successivement des régiments de dragons et de cuirassiers.

Le quartier Chauveau (1875)

En 1875, la municipalité cède à l'Etat des terrains situés dans le prolongement du boulevard Thiers, non loin de l'ancienne abbaye royale de Beaumont, dont il reste aujourd'hui encore des vestiges, sur lesquels nous reviendrons. Ces 2,5 hectares furent d'abord affectés au fourrage (quartier Chauveau) avant d'être transformés en quartier de subsistance. La caserne fait aujourd'hui partie des locaux affectés aux ELT.

Le quartier Beaumont (1913)

En 1913, l'Etat investit de nouveau à Tours et acheta à la ville les anciens terrains de l'abbaye de Beaumont, dont il avait été question de faire un cimetière puis un potager (le terrain fut nivelé par la ville en 1866), projets qui n'aboutirent pas. Il ne reste de cette abbaye que le logement de l'abbesse, appelé pavillon de Condé (en l'honneur de Henriette Louise de Bourbon-Condé 1703-1772, avant-dernière abbesse, arrière petite-fille du Grand Condé). Le ministère construisit sur ces terrains la caserne Beaumont qui s'étend sur 7,9 hectares. De nombreuses et diverses unités séjournèrent dans ce quartier.

Tours ville de garnison (1918-1940)

Après le premier conflit mondial, Tours devint une importante ville de garnison, puisqu'avec près de 7.000 hommes, un habitant sur dix était militaire. Ces hommes logeaient dans sept casernes différentes recouvrant près de 30 hectares, dont 20 pour les seuls quartiers bâtis après 1870.

Certains régiments très célèbres auprès des tourangeaux ont occupé les casernes comme le 66ème régiment d'infanterie, surnommé le «6 – 6», le 32ème régiment d'infanterie qui s'illustra pendant la débâcle de 1940 et le 501ème régiment de chars de combat, qui fut incorporé en mai 1940 à la 4ème division blindée aux ordres du colonel De Gaulle.



La disparition des petits casernements et l'école du train (1945 à nos jours)

Si les casernes de Marescot, Meunier et Lassalle ont déjà fait l'objet d'une vente et sont actuellement entièrement réhabilitées, voire détruites et les terrains reconvertis en logement ou équipement local, les quatre autres casernes ont vu s'installer entre leurs murs l'école d'application du train (EAP), créée en 1945, transformée en écoles de la logistique et du train en 2004 (ELT). Ce qu'on appelle le train dans l'armée, correspond au soutien logistique de transport des forces armées, avec par exemple le transport en véhicule, en avion, le mouvement-transit, rien à voir avec le train sur rails.

A l'heure actuelle, les régiments présents sur Tours, environ 1.000 personnes permanentes, sont essentiellement constitués de cadres qui sont formateurs aux ELT, d'administratifs attachés au commandement des organismes de formation de l'armée de terre (COFAT), à la délégation militaire départementale et au centre d'information et de recrutement de l'armée de terre (CIRAT), et enfin, d'ingénieurs et d'officiers de l'établissement du génie. Les ELT forment chaque année environ 3.000 stagiaires français et étrangers, ce qui au regard de la population tourangelle (environ 150.000) est loin d'être négligeable.

La planification urbaine du XIXe siècle

Il faut ajouter à ce bref récapitulatif historique les conditions urbaines de ces différentes constructions. En effet, replacées dans le contexte de planification urbaine de la seconde moitié du XIX^e siècle, les casernes les plus récentes viennent perturber un plan d'alignement dont l'élaboration fastidieuse n'aboutit qu'en 1865, alors que la loi sur les outils réglementaires de planification datait de 1807. Ce retard peut être expliqué par deux événements majeurs de l'histoire de l'aménagement de la ville : l'annexion de la commune de Saint-Etienne en 1845 (au sud des boulevards Béranger et Heurteloup) et la destruction des remparts entre 1861 et 1863. Ce plan d'alignement, disponible aux Archives municipales de la ville de Tours, présente une trame régulière héritée des grands travaux d'assainissement et de la politique hygiéniste du XIX^e, il sera utilisé jusqu'en 1936.

La zone marécageuse des Prébendes, alimentée en eau par le cours d'eau de l'Archevêché -aujourd'hui transformé en système d'évacuation des eaux usées-

fut aménagée en parc, autour duquel furent bâties de belles maisons bourgeoises qui accueilleraient les membres des professions libérales et les riches bourgeois de la ville. La trame se prolongeait par le sud et par l'ouest rejoignant respectivement le Morier et Beaumont-lès-Tours. Or, l'installation des casernes vint en quelque sorte perturber cette planification urbaine -le terme est bien sûr anachronique- en interrompant la progression des grands axes tracés. Ceci explique l'inachèvement du boulevard Thiers qui atterrit dans une impasse et la perturbation de la trame des rues au niveau des casernes Rannes et Baraguey.

Les enjeux financiers

Néanmoins, au-delà d'une éventuelle perturbation du tracé des rues, l'implantation de casernes dans la ville a toujours été vivement souhaitée par la municipalité, les investissements financiers dont elle fit preuve en témoignent. Il est utile de préciser que ces derniers ne furent pas évidents à mettre en place et que les relations entre le ministère des armées et la ville furent souvent placées sous le signe de la méfiance, chacun craignant que l'autre n'abandonne le projet au dernier moment, comme ce fut le cas en 1873 pour le ministère. Ce dernier fit d'ailleurs régulièrement appel au soutien financier de la ville, qui devait, la plupart du temps, acheter les terrains voués à la construction. Historiquement donc, l'héritière légitime de ces terrains n'est autre que la ville de Tours.

Cette grande volonté de voir s'installer des militaires dans la ville est justifiée par des raisons autant économiques que sociales. L'arrivée d'une garnison (environ 1.000 hommes) et de leur famille génèrent une population supplémentaire non négligeable, qui en plus de consommer, fréquentait des établissements culturels tels que les cinémas, les cabarets, mais aussi les maisons closes et les bistrots. Les militaires faisaient partie intégrante de la vie sociale tourangelle et ce à tous les niveaux. La fanfare militaire était présente à toutes les manifestations officielles, les tourangeaux venaient régulièrement voir les chars s'entraîner sur le champ de Mars et les généraux de corps d'armée organisaient des réceptions mondaines à l'hôtel du Grand Commandement. La loi de conscription de 1905 accentua les rapports entre la société civile et militaire puisque tous les jeunes hommes effectuaient leur service militaire principalement dans le quartier Rannes.

Les militaires aujourd'hui

Ce qui était vrai au début du siècle ne l'est pourtant plus tout à fait aujourd'hui. La suspension du service militaire en est une cause, et l'évolution des relations internationales en est une autre. Aujourd'hui, l'armée ne bénéficie plus du prestige d'antan, lorsqu'elle revenait victorieuse des campagnes militaires, et fait souvent l'objet d'incompréhensions. Depuis quelques années toutefois, l'armée, et notamment la garnison de Tours, tente de renouer le lien passé qui existait entre militaires et civils, à travers l'élaboration d'activités sportives, de portes ouvertes et de partenariat avec les scolaires pour des visites du musée des ELT.

